

Women's Initiatives for Gender Justice



Déclaration devant la Cour des Femmes Bukavu, Est RDC, 15 octobre 2010

Brigid Inder
Directrice exécutive
Women's Initiatives for Gender Justice

Bonjour à toutes celles qui sont présentes à la Marche mondiale des Femmes à Bukavu, en particulier à celles qui participent aujourd'hui à la Cour des Femmes organisée par Women's Initiatives for Gender Justice et nos courageux partenaires de l'est de la RDC.

La Marche et la Cour des Femmes sont deux moments importants pour la sensibilisation aux droits des femmes et à l'égalité des sexes dans le monde ainsi qu'aux nécessités de responsabilisation et de prévention des violences faites aux femmes spécialement lors des conflits armés dans l'est de la RDC, la région des Grands Lacs et dans toutes autres régions du monde.

Women's Initiatives for Gender Justice est une organisation internationale pour les droits des femmes qui travaille avec les femmes dans les conflits armés et milite pour que la Cour pénale internationale lance des poursuites contre les crimes à motivation sexiste pour chaque situation qui fait l'objet d'une enquête du Procureur. Nous travaillons sur les conflits dans l'est de la RDC, en Ouganda, au Soudan et en République centrafricaine. L'année prochaine, nous commencerons à travailler sur le Kenya et sur le Kirghizistan.

Nous travaillons en étroite collaboration avec les femmes les plus touchées par ces conflits armés à promouvoir la justice pour les femmes; à soutenir les efforts nationaux de prévention, résolution et responsabilisation des conflits; pour les femmes d'être en mesure de participer aux pourparlers de paix et de la mise en œuvre des accords de paix, ainsi que pour la poursuites des crimes à motivation sexiste devant la CPI et pour les femmes de bénéficier de l'assistance des réparations et, éventuellement, des réparations auprès de la Cour, des gouvernements nationaux et des Nations Unies.

Au cours des six dernières années, Women's Initiatives a organisé de nombreux ateliers et événements avec les activistes des droits des femmes, les victimes/survivantes et les défenseurs de la paix dans quatre situations sous enquête de la CPI. De Bangui à Gulu, de Bukavu à Nyala, les femmes les plus touchées par ces conflits parlent du besoin de justice comme d'un moyen d'améliorer leur vie, de restaurer leur communauté et de transformer leur pays. Dans chacune de ces situations, le travail de la CPI est vital, car pour beaucoup de femmes, c'est leur plus grand espoir, pour certains peut-être leur seule chance de demander justice - pour que quelqu'un soit tenu responsable de ce qui leur est arrivé, avec l'espoir que cela n'arrive pas à d'autres.

La Cour des Femmes se déroule tout juste quatre jours après l'annonce publique du mandat d'arrêt par la CPI pour Callixte Mbarushimana, le secrétaire exécutif et chef politique présumé des *Forces démocratiques pour la libération du Rwanda* (FDLR), accusés d'exactions commises dans les Kivus. Plus précisément, Callixte Mbarushimana est accusé de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité dont meurtres, tortures, viols, actes inhumains, destructions de biens et persécutions à motivation sexiste.

Women's Initiatives for Gender Justice



En conformité avec le mandat d'arrêt délivré sous scellés par les juges de la CPI, le 28 Septembre 2010, les autorités françaises ont arrêté M. Mbarushimana. Le suspect restera sous la garde des autorités françaises pendant qu'elles examinent la demande de le déférer à la CPI. Nous nous félicitons de cette arrestation et nous espérons que ce soit un point de départ à la responsabilisation pénale et, en fin de compte, à la prévention de futurs crimes à motivation sexiste et à enraciner la paix dans les Kivus.

Cette Cour des Femmes s'appuie sur la tradition des «tribunaux populaires» utilisés par les activistes afin de mettre en lumière l'injustice et de promouvoir l'égalité. Lors de la Cour d'aujourd'hui, nous allons entendre les voix, les analyses et les expériences des victimes/survivantes et des activistes sur la militarisation, sur la situation des femmes rurales dans l'est de la RDC et sur la nécessité d'accords de paix crédibles et la mise en œuvre de dispositions assurant la sécurité, la fin du conflit et de l'anarchie et sur la responsabilité pénale pour les crimes à motivation sexiste. Les activistes de la justice pour les femmes ici et partout dans le monde appellent à une fin de l'impunité liée aux conflits. Nous nous joignons ensemble pour que la paix émerge, pour que la durabilité économique et la prospérité s'épanouissent, et pour que le processus de guérison et de rétablissement commence.

Bien que souvent ignorés par les marchands de guerres et les décideurs, les voix des femmes ont été claires et leurs appels pour la justice constants. Lors de cette Cour des Femmes, il est temps que les voix des femmes soient entendues.